

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIË - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agréation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet/août) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

  diteur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles n   231 – Février 2020

Histoire

- L'armée belge des partisans armés (suite XXV) : le désastre
- Rencontre avec Egon KRENZ :
«L'avenir sera le socialisme ou la barbarie»

Société

Prolifération des armes : le GRIP
tire la sonnette d'alarme

Education : la méthode globale
«  loigne» l'enfant de la lecture

Réconcilier l'industrie et la nature

International

Les Kurdes, Erdogan, Trump,
Poutine, Assad à l'heure du bilan
en Syrie

Libres propos

Le 25 décembre 1989 : une fake
news

Nos activités de Mars 2020



HISTOIRE

L'ARMÉE BELGE DES PARTISANS ARMÉS (SUITE XXV) : LE DÉSASTRE

Au mois de décembre 1942, l'Armée des Partisans était à son apogée, si nous considérons l'ampleur du mouvement à l'échelle nationale. Le Haut-commandement tenait fermement tous les fils de l'organisation qu'un travail opiniâtre venait de centraliser. Une liaison étroite unifiait l'ensemble, et l'Etat-Major National était à même de recevoir au jour le jour tous les rapports, comme de transmettre n'importe quel ordre. Pour marquer la réalisation de cette homogénéité, le Haut-commandement avait décidé de déclencher le même jour, à la même heure, et sur tout ce qu'on avait inscrit jusqu'alors à l'actif du Front de l'Intérieur. Chemins de fer, écluses, ponts, lignes électriques à haute tension, tous ces objectifs devaient subir l'offensive dévastatrice.



Raoul Baligand,
kapitein-kommandant in de 14e
brigade.

Le programme d'action du groupe de Charleroi était copieusement chargé, et l'Etat-Major local en avait réglé les préparatifs jusque dans les moindres détails. Le 23 décembre, l'ordre avait été transmis : « C'est pour cette nuit » ... Baligand prit part aux opérations exécutées dans le Centre. Dans ce secteur, l'affaire se déroula sans accroc. Toutes les équipes rentrèrent au complet après avoir rempli leurs missions. Dans la matinée du 25, le chef se réjouissait en écoutant les commentaires animés de la population. Victoire !...

Mais bientôt une rumeur moins réconfortante et teintée de dépit se mêla aux conversations :

-Il ne s'est rien produit dans le Pays de Charleroi...

-Eux qui étaient toujours en première place !...

Baligand enquêta, questionna... Rien ne s'était produit à Charleroi. Stupeur ! Quelle était la cause de cette défection ? Thonet avait-il reçu contre-ordre au dernier moment ? Ou bien... ? Ou bien... ?

Baligand aurait voulu n'y plus penser. Il avait rendez-vous avec Thonet le lendemain 26, à Bruxelles. Là, il saurait !

À Bruxelles, les quelques minutes précédant l'heure convenue semblèrent une éternité au Partisan inquiet. L'heure sonna... Un fardeau invisible écrasa les épaules de notre ami... À partir de ce moment, le temps passa trop vite... Thonet ne viendrait-il pas... ? Il est temps de filer... Encore quelques minutes ! Un rien a peut-être retardé l'arrivée du saboteur... La tête en feu, ne pensant plus à rien, Baligand écoutait le tic-tac argentin et moqueur de sa montre... Minutes atroces où l'on tombe des espoirs les plus chimériques au doute le plus affreux !

Thonet ne vint pas ! Baligand, rongé d'angoisse, revint précipitamment à Courcelles. Quelque chose clochait. Mais quoi, quoi ? Le Partisan voulait en avoir le cœur net. Il courut au plus tôt chez des personnes amies, toujours si accueillantes. Seules deux femmes en pleurs gardaient un foyer endeuillé. Sans un mot, Baligand comprit qu'un malheur était survenu, mais il n'entrevoyait pas encore l'étendue du désastre. Le cœur ulcéré, le chef posa la main sur un de ces fronts ravagés et, doucement, ayant peur de la réponse, il demanda : « Qu'est-ce qu'il y a ? »

Nouvelles

À travers les sanglots, il devina, plutôt qu'il n'entendit, l'affreuse nouvelle.

« Victor est tué !

-Thonet ! Mort ? Oh ! »

Baligand chancela. Il s'assit et, haletant, les yeux fermés, la tête entre les mains, il se mit à penser... Soudain, il réagit violemment et, se redressant dans un sursaut de colère : « Où sont les autres ? » L'une des malheureuses femmes eut la force d'articuler : - « Une vingtaine ont été pris. César est blessé. Va demander à Louis ! »



• François Druine: Juste parmi les nations.

commissaire de police à Courcelles

Baligand se rendit chez Druine, un autre camarade, dans l'espoir d'y recueillir de plus amples détails sur la nuit tragique. Mais Druine, encore sous le coup d'une émotion déprimante, ne put que parler du sinistre pressentiment qui le hantait depuis quelque temps.

« Dans la journée du 21 décembre, lui et Louis s'étaient trouvés tout à coup en face d'une patrouille allemande. Les deux Partisans ne se trompèrent pas sur les intentions de l'ennemi. Druine réussit à s'enfuir mais Louis fut arrêté avant d'avoir

pu esquisser un mouvement. Heureusement, le prisonnier n'avait en sa possession aucun objet compromettant. Jouant la comédie, il parvint à convaincre les Boches de son innocence et il fut remis en liberté le jour même. Toutefois, Druine avait gardé de l'aventure un souvenir désagréable et une appréhension qui se trouvait justifiée par l'affaire du 23 ».

Baligand se mit alors à la recherche de Louis. Ce dernier accueillit son chef avec un geste de désespoir. Comment expliquer la défaite sanglante que venaient de subir les P.A. ? Une vingtaine d'entre eux, dont l'Etat-Major local au complet avaient été arrêtés le 23 décembre et les jours suivants.

César et Décelles, attendant Thonet au rendez-vous, à Marchienne furent surpris par l'ennemi. César, armé d'un revolver, se défendit désespérément mais, atteint de plusieurs balles, il courut jusqu'à l'entrée des Ateliers Germain où il s'écroula. Les Nazis le rejoignirent, le piétinèrent, puis le couvrirent d'un vieux sac et le laissèrent pour mort. L'aventure de César, rescapé de Dachau, fera l'objet d'un chapitre spécial.

« Et Thonet ? » Thonet, après avoir dépisté les limiers, s'était réfugié dans la maison où il avait établi son domicile illégal, à Fontaine-l'Évêque ; il s'y croyait en sécurité, quand il constata que le bâtiment était cerné. Au signal, les Allemands envahirent l'immeuble. Révolver au poing, Thonet s'apprêtait à vendre chèrement sa vie. Mais les brutes l'assaillirent de partout à la fois. » Avant d'avoir pu se servir de son arme, le partisan fut abattu d'une balle dans la nuque. Le projectile sortit par la bouche, provoquant ainsi une blessure affreuse. Satisfaits, les Allemands firent appel à une camionnette. On y jeta sans égard le pauvre corps pantelant et depuis lors, on était sans nouvelles...

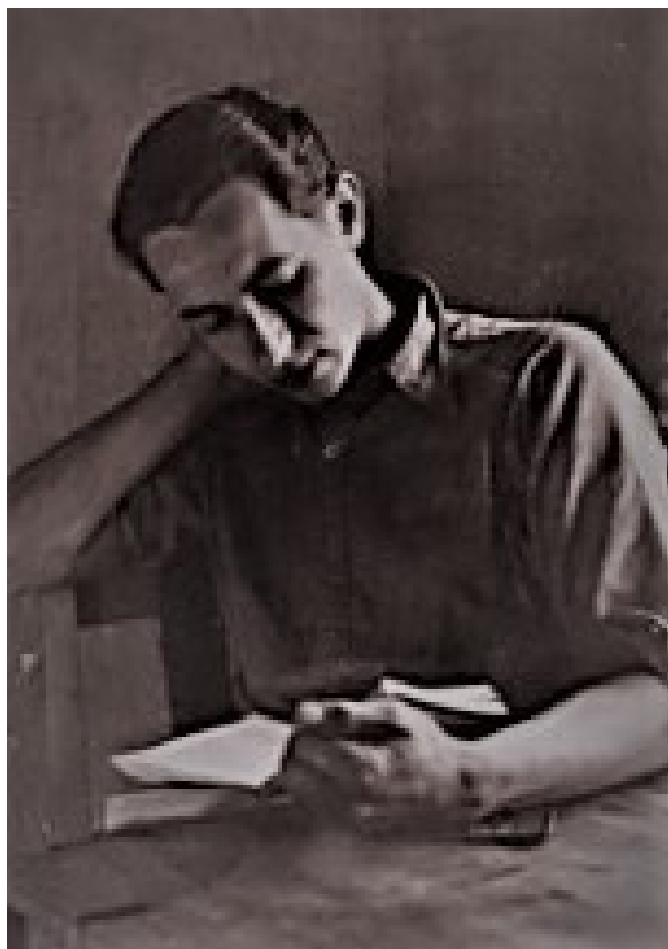
Anéanti par ce qu'il venait d'apprendre, Baligand souffrait atrocement. Son meilleur ami n'était plus... Et puis, il voyait s'effondrer tout d'un coup le groupe qu'il avait patiemment mis sur pied. Eh ! bien, non ! Il ne se laisserait pas aller au désespoir. Demain, on vengerait les morts ! Demain...

Mais comment les Allemands avaient-ils pu trouver si rapidement le refuge de Thonet ? Et le rendez-vous de Marchienne ?... Un soupçon traversa l'esprit du chef. Un traître se serait-il infiltré dans le groupe ? Question angoissante !

Nouvelles

Le lendemain, Baligand apprit avec joie que Thonet n'était pas mort. On avait transporté le blessé à l'infirmerie de la prison de Charleroi, et tous ses camarades, entassés dans les cellules voisines, attendaient qu'il soit statué sur leur sort. Les perspectives n'en étaient guère rassurantes. Ah ! Si on pouvait attaquer la prison par surprise ! Pourquoi pas, après tout ? Les gardiens n'y étaient pas si nombreux ... On ferait appel à quelques groupes de Partisans

D'autres régions car, de même que pour l'affaire Tincclair, déjà très ancienne, il fallait bien admettre la présence d'une brebis galeuse ... Baligand s'en ouvrit à Louis. Ce dernier changea de figure, ses traits se creusèrent quand il eut connaissance du soupçon qui hantait son chef. Le troisième jour, des bruits colportés par le personnel civil de la prison apprirent à Baligand que la surveillance y était renforcée et que les prisonniers avaient été transférés à Saint-Gilles, parce que les Allemands avaient eu vent d'un projet d'attaque contre l'établissement.



Victor Thonet

Cette fois, la preuve en était faite : un traître tenait les Allemands au courant de tout ce qui se passait chez

les P.A. Mais qui donc ? Atterré, Baligand reprit son enquête avec ténacité. Il arriverait bien à démasquer le bandit. Il le fallait, d'ailleurs, car les arrestations se poursuivaient à un rythme implacable

Un soir, une lettre fut remise au Partisan ; une lettre interceptée par le facteur patriote, et qu'un individu de Wanfercée-Baulet adressait à la Gestapo. Le message contenait en substance : - « Je vous ai livré Pâquet, et cela vous a donné la possibilité de mettre la main sur toute l'organisation terroriste du Pays de Charleroi... ». Un frisson glaça Baligand. Enfin ! Il tenait le traître, l'homme qui avait vendu les Partisans, l'infâme, la bête immonde que rien ne peut qualifier ! Mais le chef eut peine à se remettre du choc, car il venait de découvrir l'effroyable vérité : Pâquet, c'était Louis ! Ainsi, ce nom cachait le plus vil des espions ! Ah ! Les Allemands étaient bien renseignés, car nul ne connaissait mieux que Louis l'activité du mouvement.

On devait apprendre plus tard que Pâquet, dès avant la guerre, mouchardait ses camarades pour le compte de la gendarmerie. Lorsqu'il fut arrêté, le 21 décembre, il se déclara auxiliaire de la Sûreté et fit appel au témoignage d'un officier de gendarmerie appelé Lesire. À la libération, Lesire fut emprisonné. Quelques jours plus tard, on le découvrit pendu dans sa cellule. Lesire confirma la parole de Pâquet arrêté. N'avait-il pas conseillé au traître de s'enrôler parmi les Partisans afin de contrôler leurs faits et gestes ?

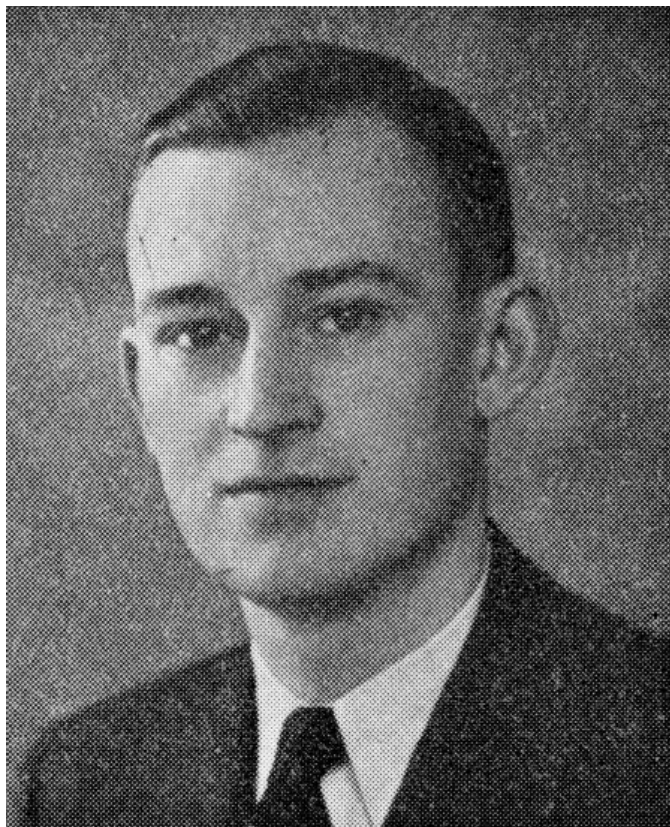
Tout permet de croire que, Pâquet arrêté à 10 heures et libéré à midi, ne dut sa liberté qu'à la promesse de livrer aux Boches des frères d'armes si confiants. Arrêté à 10 heures et libéré à midi ! C'était trop beau ; on ne lâchait même pas les innocents ! On aurait dû y penser plus tôt.

Mais l'esprit peut-il s'arrêter à semblable infamie ? On attendit vainement la réapparition de Pâquet, puis on se mit à sa recherche. Sans doute avait-il pressenti ce qui lui était réservé car il fut introuvable. Les soupçons dont Baligand lui avait fait confidence lui avaient inspiré la précaution d'aller ailleurs cacher sa honte ou poursuivre son œuvre abjecte.

Après ce coup terrible, l'organisation vécut des heures difficiles, mais le courage indomptable des Partisans leur permit de remonter rapidement la pente. Hélas ! Quinze jours après la Noël, la fatalité s'abattit une fois de plus sur les patriotes, en décimant le groupe du Centre. Là aussi, une vingtaine d'hommes furent arrêtés et incarcérés à Breendonk. Dans la sinistre forteresse, ils retrouvèrent leurs camarades de Charleroi. Et l'on vit courbés sous le même joug et

soumis aux mêmes tortures, Michiels et Thonet

pouvant à peine se tenir debout, Maufort et Verbeeck, Bouykens et Geenen et tant d'autres !



Raymond Geenen

Thonet, malgré les instances de tous ses camarades, avait décidé de prendre sur lui l'entière responsabilité des faits reprochés aux Partisans. C'est dans ces conditions que les patriotes furent ramenés à Saint-Gilles. Peut-on appeler instruction ou interrogatoire, les scènes de barbarie, préludes au procès dont l'issue ne laissait aucun doute ?

Les Allemands pensaient-ils avoir raison de la résistance de tous ces héros ? Les malheureux, affamés, le corps strié de coups de cravaches, les ongles arrachés, les dents brisées, allaient-ils enfin se résigner et parler ? Les hommes étaient enfermés à raison de quatre par cellule, le long du couloir immense qu'un gardien allemand surveillait jour et nuit. La dernière cellule, à gauche, était occupée par Thonet, Michiels, Maufort et Geenen.

Les prisonniers s'encourageaient mutuellement en correspondant d'une cellule à l'autre au moyen de

procédés ingénieux que connaissent bien tous ceux qui ont séjourné dans les bagnes hitlériens. C'est ainsi que Thonet fit passer à tous ses camarades l'idée qui venait de germer dans son esprit rebelle : l'évasion en masse ! Projet insensé ? On pouvait toujours essayer...

L'un des quatre audacieux, on ne saura jamais lequel, se coucha et se mit à gémir en simulant une douleur insupportable. Le Boche, intrigué par ces plaintes qui n'étaient pas dans les habitudes des Partisans, ouvrit le judas de la porte. Il vit trois hommes empressés autour du quatrième qui se tordait... Un geôlier reste insensible à la souffrance d'un prisonnier. Mais celui-là, poussé par la curiosité, ou par le diable, ouvrit la porte. Peut-on imaginer pareille naïveté, même au cœur du plus charitable des hommes ? L'Allemand n'avait pas fait deux pas dans la cellule qu'il était happé par six mains décharnées mais vengeresses...

S'emparant du trousseau de clefs, les quatre Partisans laissèrent derrière eux le cadavre et se hâtèrent d'ouvrir toutes les cellules voisines. Une ivresse indéfinissable illuminait les visages émaciés de ces hommes qui se pressaient dans le couloir. Un vent de liberté les faisait frissonner ... Les voilà, tous près de la porte principale de la prison... Malédiction ! Ils n'avaient pas la clef ! Que faire, sinon fracturer la serrure ? Les malheureux s'acharnaient, redoublaient d'efforts. En vain !

Et comme il fallait s'y attendre, les Allemands, attirés par le bruit, accoururent de partout. De leur masse grise, hérissée de mitraillettes, des ordres jaillirent ! Et les pauvres évadés, pitoyable troupeau, firent demi-tour et réintégrèrent leurs cellules respectives. Derrière eux, les verrous se refermèrent plus violemment que jamais. Oh ! Ce bruit sec du fer contre le fer, ce choc qui se répercute dans les cœurs, l'instant qui suit une minute de liberté relative ! Et puis, dans la dernière cellule, les Allemands allaient découvrir l'un des leurs, étranglé ; et tout au fond, contre le mur, quatre hommes pâles mais droits, prêts pour la dernière torture, prêts pour la mort ... !

Le mercredi 20 avril 1943, au petit jour, finirent leurs souffrances ... Au tir National ... Victor Thonet et Raymond Geenen ; Emile Maufort et Franz Michiels, deux à deux dans leurs froides cellules, que nous ont-ils confié, au cours de leur dernière nuit ? Et nous, saurons-nous conserver leur héritage... ?

Les autres Partisans prisonniers furent embarqués pour l'Allemagne. Connaissant la signification

des noms tels que Buchenwald, Belsen, Dachau, Mauthausen, qui s'étonnera d'apprendre que dix de nos braves camarades n'en sont pas revenus ?

A suivre avec le prochain épisode : « Méthodes nazies »

RENCONTRE AVEC EGON KRENZ : «L'AVENIR SERA LE SOCIALISME OU LA BARBARIE»



Egon Krenz

Le dernier président du Conseil d'État de la République démocratique allemande (RDA) évoque la chute du mur, le rôle de Gorbatchev, ses relations avec Kohl, ses propres erreurs, le socialisme

Egon Krenz vit avec sa famille près de Rostock. Notre rendez-vous a eu lieu à Berlin, dans un endroit discret. Il doit prendre des précautions, n'étant pas à l'abri d'une provocation. La presse de droite allemande le salit, l'insulte souvent.

Vous avez été emprisonné pendant plusieurs années. Comment allez-vous ?

EGON KRENZ. J'ai la chance d'avoir une famille intacte et des amis fidèles. J'ai l'espoir que mes petits-enfants réussiront ce que nous avons tenté de construire. En 1989, ce n'est pas l'idée socialiste qui a été enterrée, mais plutôt un certain modèle de socialisme. Ces années de prison ont été surtout dures pour ma famille car les attaques visaient mon

honneur personnel. Je savais qu'on ne m'offrirait pas des fleurs. Pour une raison simple : dès son élaboration, la loi fondamentale de la RFA stipulait que les territoires allemands situés hors RFA devaient être récupérés, tous ceux y exerçant une fonction responsable étant considérés comme des criminels, des malfaiteurs. Je savais cela depuis longtemps. Mais je refusais et refuse toujours les accusations qui ont été portées contre moi. L'histoire me libérera. Mon sort personnel importe peu. En revanche, le calvaire vécu par de nombreux citoyens de la RDA relève de l'inadmissible. Je pense à tous ceux qui ont perdu leur travail alors qu'il n'y avait pas de chômage en RDA. Je pense à tous ceux qui ont été marginalisés. La division de l'Allemagne n'était pas chose naturelle. Elle était contraire à notre histoire.

Mais avez-vous remarqué que les dirigeants de la RFA ont tout mis en oeuvre pour éviter la prison aux nazis ?

Moi, j'ai scrupuleusement respecté les lois de la RDA. Je n'ai commis aucun crime.

Comment avez-vous vécu les derniers jours de la RDA ?

EGON KRENZ. Je ne suis pas de la génération de ceux qui venaient des camps de concentration, de la guerre, de la Résistance, de Moscou. Au bureau politique du SED, j'étais le plus jeune. Je suis un enfant de la RDA. Tous les autres avaient survécu au nazisme. J'ai exercé de nombreuses fonctions : de représentant des élèves dans mon collège, jusqu'à la présidence du Conseil d'État. Avec la disparition de la RDA, c'est une bonne partie de ma vie que j'ai enterrée.

Aviez-vous passé des accords avec le chancelier Kohl ?

EGON KRENZ. Nous avons décidé d'ouvrir plusieurs points de passage. La date avait été fixée par mon gouvernement au 10 novembre 1989. Or, la veille, un membre du bureau politique, Schabowski, a annoncé publiquement, non pas l'ouverture de passages, mais la « destruction du mur ». Nous nous étions mis d'accord avec Kohl pour l'ouverture en « douceur » des frontières.

Avez-vous pensé, un moment, faire usage de la force ?



Egon krenz devant la chambre du peuple

EGON KRENZ. Je peux jurer que nous n'avons jamais

envisagé une telle décision. Je savais qu'une seule mort aurait eu des conséquences tragiques. L'usage de la force, et nous en avons les moyens, aurait conduit à la catastrophe.

Dans un de vos ouvrages, vous vous élevez contre la réécriture de l'histoire.

EGON KRENZ. Tant de choses ont été écrites... Il faut revenir à l'essentiel : sans Hitler, le nazisme, la Seconde Guerre mondiale et la réforme monétaire de 1948, l'histoire de l'Allemagne aurait pu s'écrire autrement. Le malheur du peuple allemand, c'est le fascisme.

-Pensez-vous à vos propres responsabilités ?

EGON KRENZ. J'y pense constamment. Je pense au fossé entre la direction et la base,

au déficit de confiance entre le parti et la population. Le manque de démocratie, de débat, la différence entre la réalité et la propagande. Les plus anciens refusaient le débat direct. Une terrible erreur. Il fallait combattre l'adversaire sur le plan des idées. Il fallait accepter la confrontation idéologique. Nous ne l'avons pas fait. Nous rencontrons de gros problèmes économiques et nous faisons comme si tout allait bien. Pour les citoyens de la RDA, les acquis sociaux étaient chose normale. Il fallait dire la vérité, montrer les difficultés, parler franchement.

- Vous n'évoquez pas l'environnement international, la guerre froide, le rôle de l'Union soviétique et de Gorbachev.

EGON KRENZ. J'y viens. Je l'avoue, j'ai été naïf. J'avais une grande confiance en Gorbatchev, une grande confiance dans la perestroïka comme tentative de renouvellement du socialisme. J'ai rencontré Gorbatchev, le 1er novembre 1989, à Moscou. Quatre heures d'entretien. Je lui ai dit : « Que comptez-vous faire de votre enfant ? » Il me regarde étonné et me répond : « Votre enfant ? Qu'entendez-vous par là ? » J'ai poursuivi : « Que comptez-vous faire de la RDA ? » Il m'a dit : « Egon, l'unification n'est pas à l'ordre du jour. » Et

il a ajouté : « Tu dois te méfier de Kohl. » Au même moment, Gorbatchev envoyait plusieurs émissaires à Bonn. Gorbatchev a joué un double jeu. Il nous a poignardés dans le dos.



Drapeau de la RDA République Démocratique Allemande

- Egon Krenz, le « Gorbatchev allemand », disait-on à l'époque.

EGON KRENZ. En 1989, je l'aurais accepté comme un compliment car l'interprétant comme reconnaissant mon action visant à améliorer, à moderniser, à démocratiser le socialisme. Pas à l'abattre. Aujourd'hui, si certains me collaient cette étiquette, j'aurais honte.

- Vos relations avec Helmut Kohl ?

EGON KRENZ. Le premier entretien date des obsèques de Konstantin Tchernenko (1), à Moscou. J'accompagnais Erich Honecker et Kohl avait demandé à nous rencontrer. Les Soviétiques étaient opposés à cette rencontre. Mais le rendez-vous était déjà pris à notre résidence. Nous avons vu arriver Kohl. Il s'est installé et nous a dit : « Enfin, une rencontre en famille ! » Nous avons longuement parlé, puis nous avons rédigé un court texte mettant l'accent sur le respect des frontières. Mon dernier contact a eu lieu le 11 novembre 1989. Kohl m'a téléphoné, a évoqué l'ouverture pacifique des frontières et m'a remercié.

- Vingt après la fin de la RDA, le socialisme, selon vous, est-il mort ?

EGON KRENZ. L'idée socialiste, les valeurs socialistes vivent et vivront. Je reste persuadé que l'avenir sera le socialisme ou la barbarie. Le système ancien

est définitivement mort. Je considère que j'ai failli. À d'autres de construire le socialisme moderne et démocratique. Un nouveau socialisme.

Entretien réalisé par José FORT

Extrait du blog « Le Grand Soir »

(1) Chef d'État soviétique décédé en mars 1985.

SOCIÉTÉ

PROLIFÉRATION DES ARMES : LE GRIP

TIRE LA SONNETTE D'ALARME

Pour ses 40 ans d'existence, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) a réuni à Bruxelles durant deux jours une série d'experts dans le domaine de l'armement. Quatre ateliers ont permis d'échanger autour des questions de prolifération et de régulation du commerce des armes.

L'Afrique la plus exposée à la prolifération des armes légères

Pour Luc Mampaey, directeur général du GRIP, la situation en Afrique Centrale et de l'Ouest est extrêmement préoccupante : « L'Afrique occupe une place centrale dans cet anniversaire du GRIP parce que c'est là que nous menons pour le moment notre action principale concernant ce fléau de la prolifération des armes légères. On y retrouve des stocks absolument hallucinants d'armes ! Notamment en Libye où nous retrouvons même des armes provenant de Belgique, armes livrées au régime de Kadhafi peu de temps avant sa chute. Des armes à propos desquelles nous avons alerté sur les risques qu'elles échappent un jour au contrôle de l'Etat libyen et finissent par se retrouver dans les mains de groupes armés. Et c'est exactement ce qui se passé ! »

Des Etats européens vendent des armes à des pays instables

Mais il y a aussi des stocks d'armes gigantesques qui sont l'héritage de la guerre froide et qui ont été



acheminés vers l'Afrique grâce à la complicité de certains Etats de l'Union Européenne ou candidats à l'Union. C'est notamment le cas de la Serbie d'où proviennent des quantités importantes de kalachnikovs et d'autres armes qui se retrouvent dans certaines régions d'Afrique ou du Moyen-Orient.

Pour Luc Mampaey, l'un des enjeux importants en matière de prolifération, reste les armes légères : « Si vous vendez un avion de chasse et que votre client décide de le détourner quelques mois plus tard vers un groupe armé non étatique, cela se voit ! Pour des armes légères ce n'est pas le cas. Même s'il y a malgré tout une transparence plus grande que par le passé. Aujourd'hui on peut savoir ce qui a été vendu et à qui, du moins tant qu'on reste dans le marché légal évidemment ».

Le simple marquage des armes ne suffit plus

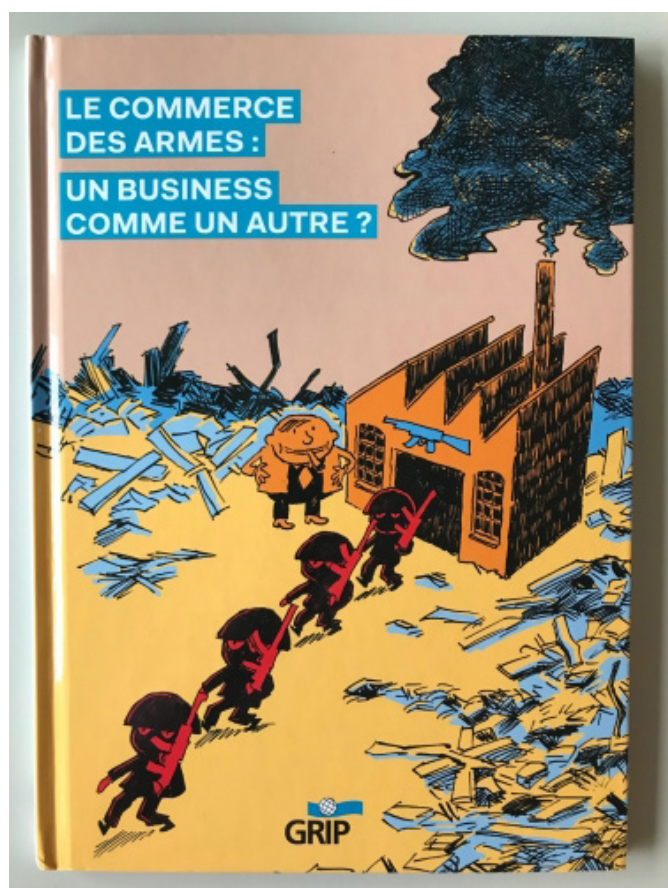
Les producteurs d'armes ont fait des progrès considérables en matière de marquage mais alors qu'il est possible de retracer le parcours de son «steak» du producteur au consommateur, cela paraît difficile pour une arme : « Si lors de nos missions on retrouve une arme, il est tout-à-fait possible de savoir de quel lot elle provient, à quel moment elle a été vendue et à qui. Ces renseignements sont disponibles grâce aux banques de données obtenues auprès des fournisseurs et des Etats. Mais lorsque nous identifions une arme, elle a

parfois circulé une dizaine d'années sur différents terrains d'opérations, aucune information ne sera disponible sur son parcours ». Ce serait pourtant une information précieuse si l'on veut réguler le commerce et neutraliser les filières d'écoulement illégales. Mais assurer cette traçabilité effective ne semble pas enthousiasmer tous les acteurs concernés...

L'intelligence artificielle à l'origine de nouveaux défis pour la paix

Les « robots tueurs » ce n'est plus de la science-fiction malheureusement affirme Luc Mampaey : « Ces systèmes sont effectivement à la portée des armées de demain, c'est très clair. Des avancées technologiques considérables sont faites par le secteur privé dans ce domaine. Il y a aussi parallèlement une prise de conscience croissante d'ONG, de scientifiques pour alerter sur les risques liés au développement de ces nouvelles armes qui conduisent à déshumaniser totalement les conflits à venir ».

Parmi les entreprises engagées dans les programmes d'intelligence artificielle en lien avec les militaires aux Etats-Unis, on trouve sans surprise Microsoft et Amazon. Mais côté Russe, Chinois et Français aussi, des entreprises collaborent avec les différents ministères de la défense. Et la France vient récemment de décider d'armer à son tour ses drones.



Responsabilité aux mains des politiques

Pour le directeur du GRIP, les drones armés téléguidés à distance à partir de centres de commandement très éloignés de leurs cibles sont la préfiguration de ce qui se prépare à grande échelle si rien ne vient contrarier les projets des industriels de l'armement. Les responsabilités appartiennent aux décideurs publics. En Belgique, les parlementaires belges de la commission « Défense » ont voté en juillet 2018 une résolution demandant au Gouvernement fédéral d'agir en faveur de l'interdiction mais depuis cette date rien n'a bougé.

Pour Luc Mampaey, en observant la réalité du terrain, chacun peut déjà se rendre compte de ce qui se profile : « On est déjà sensibilisé à ces questions avec les drones commandés à plusieurs milliers de kilomètres et qui installent une distance importante entre le soldat qui pousse sur le bouton et ce qui se passe réellement sur le terrain. Et aujourd'hui, on franchit de nouvelles étapes vers le « robot tueur » qui dit bien ce qu'il veut dire et qui apparaît clairement comme l'arsenal de demain ».

Réfléchir aux conséquences à long terme

En clair confirme le chercheur du GRIP, la question

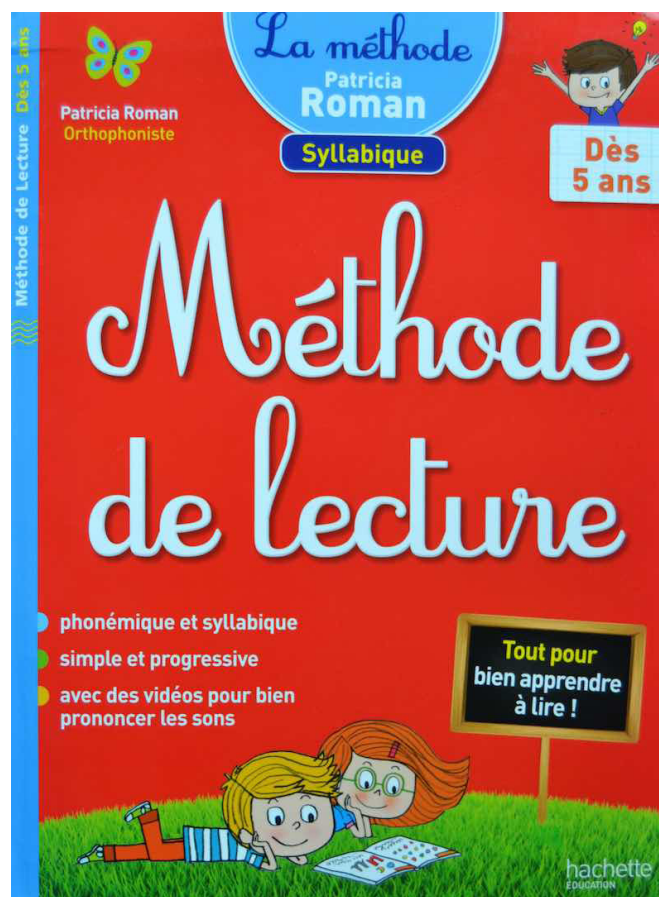
centrale est bien de savoir à terme si les responsables publics vont accepter de déléguer partiellement ou totalement à des algorithmes la prise de décision de tuer des êtres humains : « Quelle est déjà la part de décision réellement humaine à l'heure actuelle dans l'envoi d'un drone ? » s'interroge Luc Mampaey : « Il y a des algorithmes, des critères définis, des grilles d'analyse et puis... une prise de décision ». Sans cadre strict d'interdiction, il est à craindre que les Etats les plus en pointe poursuivent leurs recherches et finissent par imposer leurs vues sur le terrain.

Patrick Michalle

Extrait du site Info RTBF

EDUCATION : LA MÉTHODE GLOBALE «ÉLOIGNE» L'ENFANT DE LA LECTURE

Des scientifiques français viennent de trancher : la méthode syllabique est, selon eux, la méthode d'apprentissage la plus efficace car elle fait travailler le bon côté du cerveau. Ce qui n'est pas le cas de la méthode globale, source de difficultés supplémentaires pour l'enfant pouvant entraîner de la dyslexie.



Ces neuropsychologues ont analysé l'activité cérébrale de jeunes enfants (10 au total) en train d'apprendre à lire avec l'une ou l'autre de ces méthodes. Et pour eux, c'est clair, «ceux qui ont une méthode alphabétique, phonique entraîne le circuit de l'hémisphère gauche qui est le circuit universel, efficace de la lecture. Les personnes qui ont une attention globale, la forme du mot, ces personnes n'utilisent pas ce circuit. Leur attention est orientée vers l'hémisphère droit qui est un circuit beaucoup moins efficace pour l'analyse de la lecture». C'est en tout cas la conviction de Stanislas Dehaene, le neuroscientifique qui pilote ces recherches. Pour lui, «tout autre circuit d'apprentissage éloigne l'enfant de la lecture». C'est ce qu'il a déclaré dans un reportage réalisé par le JT de France 2 mardi soir :

Des conclusions qui n'étonnent pas Caroline Deom, présidente de l'ASELF, Association Scientifique et Ethique des Logopèdes Francophones. Pour elle, «cette étude vient confirmer ce qu'on observe sur le terrain. De plus en plus d'enfants ont besoin d'aide à cause de la méthode globale».

Même son de cloche du côté de Marie Van Reybroeck. Ce prof de la faculté de psychologie et des sciences de l'éducation à l'UCL a mené plusieurs recherches sur les méthodes d'apprentissage. Selon elle, «la méthode globale n'explique pas aux enfants le système alphabétique de la langue. Ceux qui s'en sortent plus ou moins bien vont le faire, les autres vont avoir du mal à le faire».

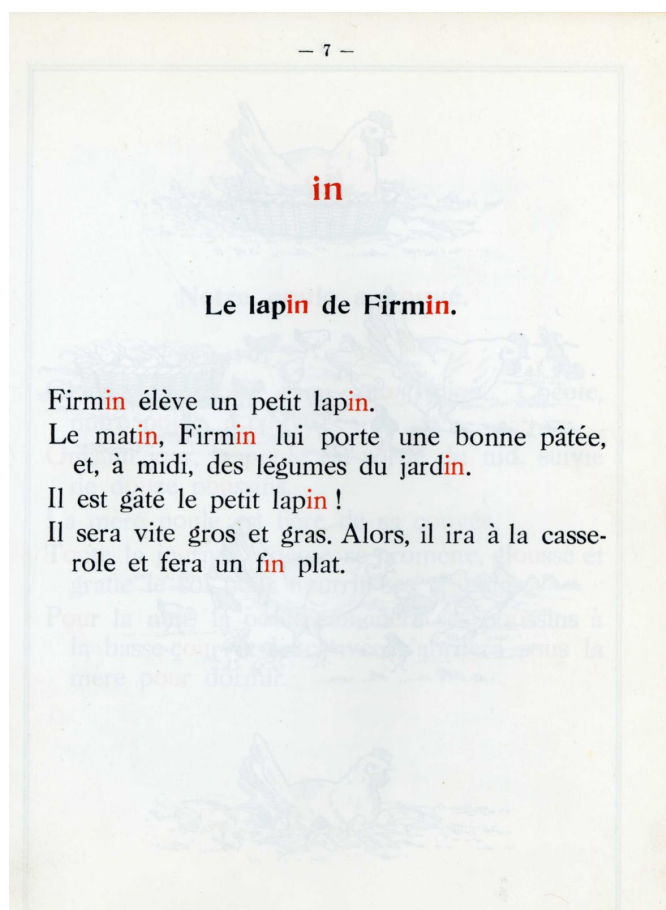
Faut-il bannir la méthode globale ?

Proscrire la méthode globale au profit de la méthode syllabique pour l'apprentissage de la lecture pourrait, dès lors, sembler être une évidence. Pour Marie Van Reybroeck, c'est loin d'être aussi simple : «Je pense qu'il faut donner les clés de l'analytique aux enfants mais une approche mixte peut avoir son intérêt aussi».

Quant aux problèmes de dyslexie, elle estime que «ce n'est pas lié uniquement à la méthode, mais à une cause qui est multifactorielle : un trouble d'abord phonologique qui, combiné à une méthode globale, va faire que le risque sera plus important».

En Fédération Wallonie-Bruxelles, difficile de savoir combien d'écoles ont opté pour la méthode globale, totalement ou en partie. «Il n'existe pas de statistiques», nous a-t-on confirmé au cabinet de la ministre de l'Enseignement obligatoire.

Guy Lorquet, inspecteur chargé de la coordination pour l'enseignement fondamental, nous a précisé ce mardi midi que la méthode globale «pure et dure», telle qu'elle était enseignée à l'époque, n'était plus appliquée comme telle. Du moins, c'est ce qu'il pense. Pour lui, il n'existe à l'heure actuelle plus que des méthodes mixtes «où il y a un développement du sens mais aussi un développement du code. Et tout l'art de l'enseignant consiste à harmoniser les deux aspects», en fonction des élèves.



Pour le reste, il n'existe pas de décret obligeant une école à opter pour telle ou telle méthode, confirme-t-il. «Le responsable de cette décision, c'est le pouvoir organisateur. Tout ce qui est méthode pédagogique relève du pouvoir organisateur qui peut imposer une méthode de lecture aux enseignants». Mais tout cela, «c'est la théorie», dit-il, «dans les faits, c'est la direction et les enseignants qui décident». En tout cas, dans la majorité des cas.

Quant à savoir si au sein du ministère on envisage de supprimer la méthode globale, il répond que son rôle n'est pas d'entamer la réflexion par rapport à ça. Il se dit, par contre, attentif aux études menées en la matière et déclare espérer que les enseignants et directions en tiennent compte.

Guy Lorquet précise encore que des inspecteurs vont être envoyés prochainement dans des écoles pour évaluer le niveau de lecture des enfants.

C. Biourge

Extrait de Info RTBF

INTERNATIONAL

LES KURDES, ERDOGAN, TRUMP, POUTINE, ASSAD À L'HEURE DU BILAN EN SYRIE

L'invasion turque est la dernière crise en date dans la féroce guerre de Syrie dont la fin est proche. Sauf peut-être la menace de l'évasion des jihadistes emprisonnés, le déroulement de cette crise était prévisible.

Erdogan avait annoncé il y a des années son intention de créer une «zone de sécurité» afin d'empêcher le projet des Kurdes syriens du PYD, accusés de collusion avec les «terroristes» du PKK, de créer un Etat quasi-indépendant le long de sa frontière sud. Le président turc n'avait pourtant pas hésité de soutenir les milices syriennes extrémistes y compris

l'Etat islamique (EI) pour renverser Assad. Après l'invasion d'un premier canton kurde, celui d'Afrin situé à l'ouest, la poursuite de l'invasion turque à l'est n'était ainsi qu'une question de temps. En dépit des vives critiques de son entourage, Trump respecte ses promesses électorales lorsqu'il rapatrie les quelques troupes américaines censées lutter contre la résurgence de l'EI.

Plus question cette fois pour les Kurdes comme ils l'avaient fait lors de l'invasion d'Afrin de refuser l'aide de Damas au risque de disparaître totalement. Cet appel à l'aide n'a rien d'étonnant puisque le PYD ne s'était pas joint au soulèvement contre Assad et avait combattu à l'occasion aux côtés de l'armée loyaliste qui s'était retirée dès 2012 des enclaves kurdes. Les Kurdes se sont certes battus héroïquement contre l'E.I. Il n'en reste pas moins que pour créer leur zone autonome d'un seul tenant ils ont imposé leur loi aussi dans des régions où ils ne sont pas majoritaires. La seule option réaliste est l'instauration d'une zone kurde semi-autonome dans le cadre de l'Etat syrien car celui-ci comme d'ailleurs l'Irak, l'Iran et la Turquie ne permettront pas l'indépendance. Poutine offre sa médiation à Erdogan en proposant le retour de l'armée syrienne à la frontière turque pour tenir les Kurdes à distance.

Les supplétifs islamistes des Turcs sont les héritiers de l'Armée syrienne libre, ces «rebelles modérés» armés et célébrés en Occident, mais réapparus comme milices salafistes dans le dernier bastion rebelle d'Idlib avant d'y être submergées par l'avatar syrien d'al-Qaïda. Al-Qaïda, faut-il rappeler,



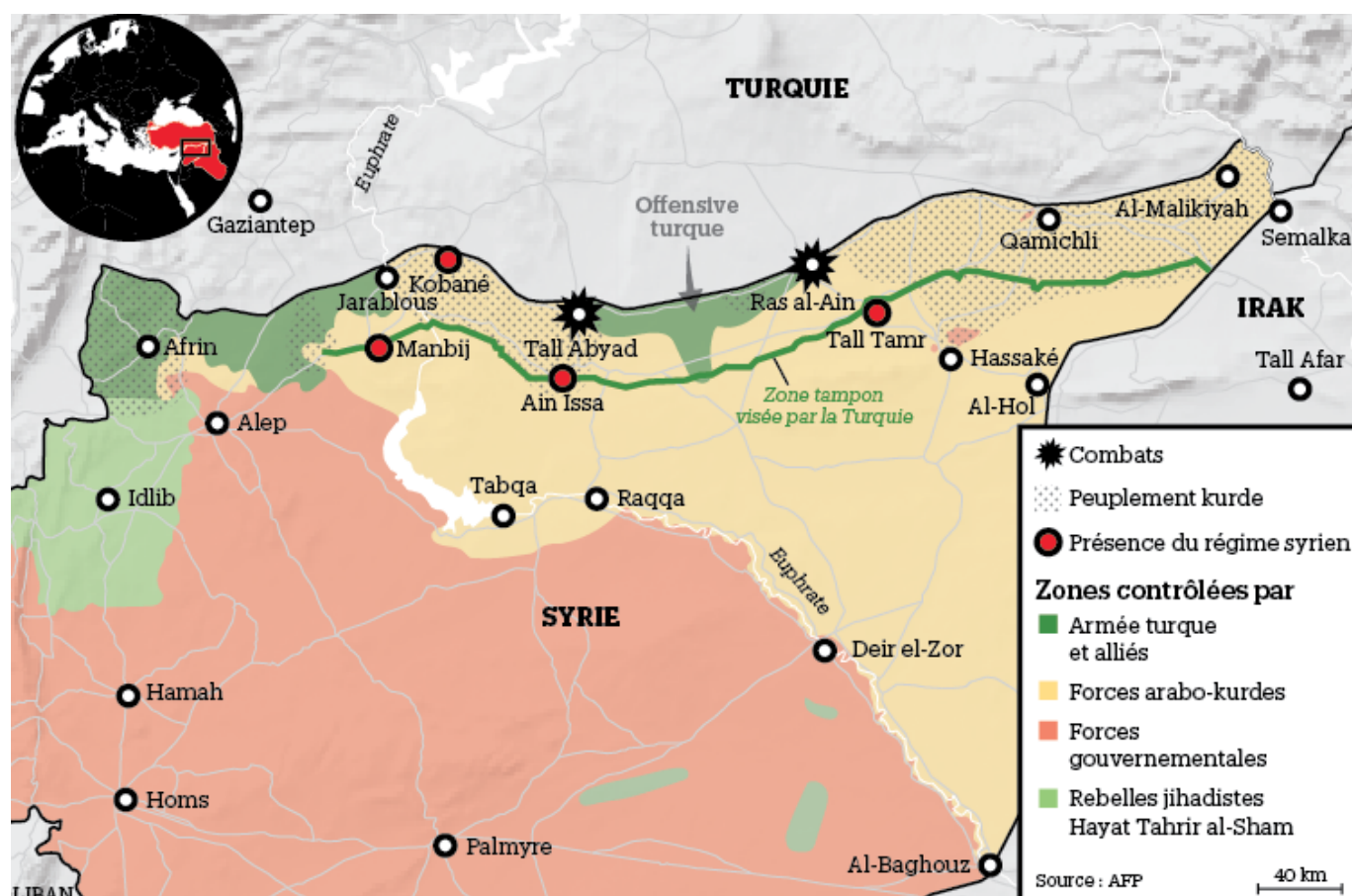
avait bénéficié de l'aide saoudienne et de la CIA pour chasser l'armée russe de l'Afghanistan et resurgir lors de l'invasion américano britannique en Irak avant de devenir l'Etat islamique dans ce pays et prospérer à la faveur du chaos syrien. Le terrorisme qui frappe la région et l'Europe résulte aussi des entreprises de déstabilisation de l'Irak, la Libye et la Syrie.

La crise à la frontière turco-syrienne révèle une fois de plus les faiblesses de la stratégie occidentale depuis le début du conflit syrien. Au début du soulèvement, les Occidentaux avaient imprudemment appelé à un changement de régime à Damas prenant leur illusion d'une révolution démocratique pour une réalité. Le mouvement allait en effet être rapidement dominé par les islamistes de tous bords. L'Occident avait aussi dangereusement sous-estimé la résilience et la volonté de vaincre d'Assad et de ses partisans. Le chaos provoqué dans l'Irak voisin par l'invasion américano-britannique avait pourtant révélé l'ineptie du rêve néo-conservateur d'exporter la démocratie par la force.

Avec l'aide des monarchies du Golfe et de la Turquie qui ont consacré d'énormes moyens pour établir un régime islamiste en Syrie, les Occidentaux ont alimenté une guerre en partie confessionnelle sans merci. Ils savaient pourtant dès 2012 que les islamistes radicaux dominaient l'opposition armée. Une simple connaissance de la mosaïque communautaire

syrienne permettait de prévoir que cette stratégie allait prolonger - avec quelques centaines de milliers de morts en plus - un conflit impitoyable. Pour le pouvoir syrien - quelles que soient ses erreurs - et une partie non négligeable de la population, pas seulement les minorités religieuses, il s'est agi d'une lutte existentielle contre l'extrémisme sunnite. Une opération militaire comme celle menée contre Saddam Hussein aurait conduit à la désintégration de l'Etat syrien. Dans quel chaos se trouveraient la Syrie et la région si les salafistes et jihadistes l'avaient emporté et si Poutine n'était pas intervenu en 2015 !

Les partisans d'un changement de régime ont heureusement reculé devant les conséquences d'une intervention directe. Les divisions de l'opposition syrienne et son incapacité de contrôler les groupes armés annonçaient en effet une déstabilisation encore plus catastrophique qu'en Irak. Aussi les Occidentaux ont-ils opté pour un changement de régime en vue d'une solution politique sans Assad, mais sous la pression des insurgés et des sanctions économiques. Cette exigence d'un départ d'Assad a en fait empêché toute réelle négociation. Alors que l'Occident et ses alliés sunnites ont manifestement perdu la guerre, leur espoir de détrôner Assad par des pressions économiques reste illusoire et même dangereux pour la stabilisation du pays. L'argument selon lequel le maintien d'Assad empêche celle-ci et encourage le terrorisme pourrait être retourné puisque l'opposition



à la reconstruction et la poursuite des sanctions favorisent l'instabilité.

Moscou et Téhéran ont largement profité des erreurs occidentales. Poutine s'est ainsi imposé comme le maître du jeu en Syrie et au-delà. Sa stratégie constante visant à maintenir au pouvoir son allié syrien tout en négociant avec ses adversaires a été mise en œuvre avec un engagement militaire limité, mais efficace. Il a habilement éloigné Erdogan de l'Occident tout en l'intégrant aux côtés de l'Iran dans le processus d'Astana, rival de celui de l'ONU, et plus prometteur. Ce sont les troupes russes qui ont évacué les milices défaites dans les banlieues d'Alep et de Damas vers Idlib. Elles forment aujourd'hui avec l'armée syrienne la force d'interposition entre Turcs et Kurdes. Quant à l'Iran, s'il a étendu son influence en Irak et en Syrie comme le dénoncent ses ennemis, cette extension a bénéficié de leur manque de vision politique.

Avec l'aide de la Russie et de l'Iran, Assad a résisté aux coups de butoir de ses adversaires. Hormis la province d'Idlib dont le sort est scellé, et les zones occupées par la Turquie, l'unité territoriale est quasi rétablie. Le Comité constitutionnel créé dans le cadre d'Astana est chargé de définir les contours d'une



réforme politique. Si l'inclusion d'opposants modérés est possible, peu probable que ces réformes mettent à bas le système politique. A plus long terme, quelles perspectives pour la démocratie puisque c'est en son nom que les Occidentaux ont souhaité un changement de régime ? A l'exception des jihadistes, l'attachement national de la plupart des Syriens est indéniable. L'appartenance à des communautés confessionnelles revêt néanmoins une importance primordiale, ce qui fragmente la société et affecte l'Etat en dépit du caractère non-confessionnel de celui-ci.

Sous les Assad, l'Etat s'est maintenu en s'appuyant sur un appareil sécuritaire très puissant que les minorités et en particulier les alaouites ont considéré comme une assurance-vie face à l'islamisme. Difficile d'imaginer un avenir démocratique stable si l'on fait abstraction de ces réalités. La démocratie exige cependant la préservation des droits des minorités par d'autres mécanismes que la protection reposant sur les services de sécurité. En Syrie et dans les sociétés

divisées par des liens communautaires primordiaux, un processus progressif de sécularisation facilitera le renforcement de la démocratie. Il appartient bien sûr à ces sociétés de trouver leur propre chemin. En Occident l'histoire présente d'ailleurs sur ce plan une foule de variantes. Il n'empêche que cette situation pose la question ultra-sensible en Orient de la laïcité.

Philippe Jottard

Ambassadeur honoraire, ex-ambassadeur à Damas - Extrait du Vif

SOCIÉTÉ

RÉCONCILIER L'INDUSTRIE ET LA NATURE

Ayant associé le développement économique et l'amélioration des conditions de vie, les forces politiques progressistes ont longtemps négligé l'impact des activités humaines sur l'environnement. L'urgence de protéger la planète impliquerait-elle de renoncer aux bienfaits de la société industrielle ? Pas nécessairement, dès lors que mutent certaines des habitudes de consommation auxquelles elle a donné naissance.

Pour nombre d'économistes, de responsables politiques, de syndicalistes, il serait urgent de réindustrialiser la France. Entre 1974 et 2017, le poids de l'industrie dans l'emploi total — incluant la production d'énergie et les industries extractives, construction exclue — a chuté de 24,4 % à 10,3 %. La part des services, marchands ou non, a atteint 81 % en 2017 (1). L'industrie ne produit plus que 14 % de la valeur ajoutée, autrement dit de la richesse économique produite chaque année. Les cassandres le répètent à l'envi : il s'agirait d'une catastrophe.

La France se distinguerait-elle des autres pays ? En aucun cas. Selon les chiffres du Bureau international du travail, qui portent sur l'ensemble de l'industrie et de la construction, la France reste plus industrielle que des pays qu'on peinerait à qualifier de cancre de la sacro-sainte croissance : pays nordiques, États-Unis, Canada, Royaume-Uni, entre autres. Et, s'il est vrai que de rares pays riches affichent de meilleurs résultats dans ce domaine, essentiellement l'Allemagne et le Japon, la désindustrialisation de l'emploi n'y est pas moins prononcée qu'en France : entre 1991 et 2018, la part de l'emploi industriel dans l'emploi total a chuté de

14 points de pourcentage en Allemagne, bien plus qu'en France (baisse de 9 points, comme au Japon) (2). Quels sont les arguments des industrialistes ? Cet extrait d'une tribune intitulée « Redonnons la priorité à l'industrie » et signée par une trentaine d'économistes ainsi que de responsables politiques et syndicaux marqués à gauche en offre un bon résumé : « L'industrie entraîne avec elle toute l'activité,

la recherche, l'investissement et, au final, l'emploi » (Le Monde, 18 janvier 2017). Mais comment un secteur qui représente entre 8 et 20 % de l'emploi ou de la valeur ajoutée dans les pays riches peut-il être le moteur qui « entraîne » tout le reste, y compris l'emploi ?

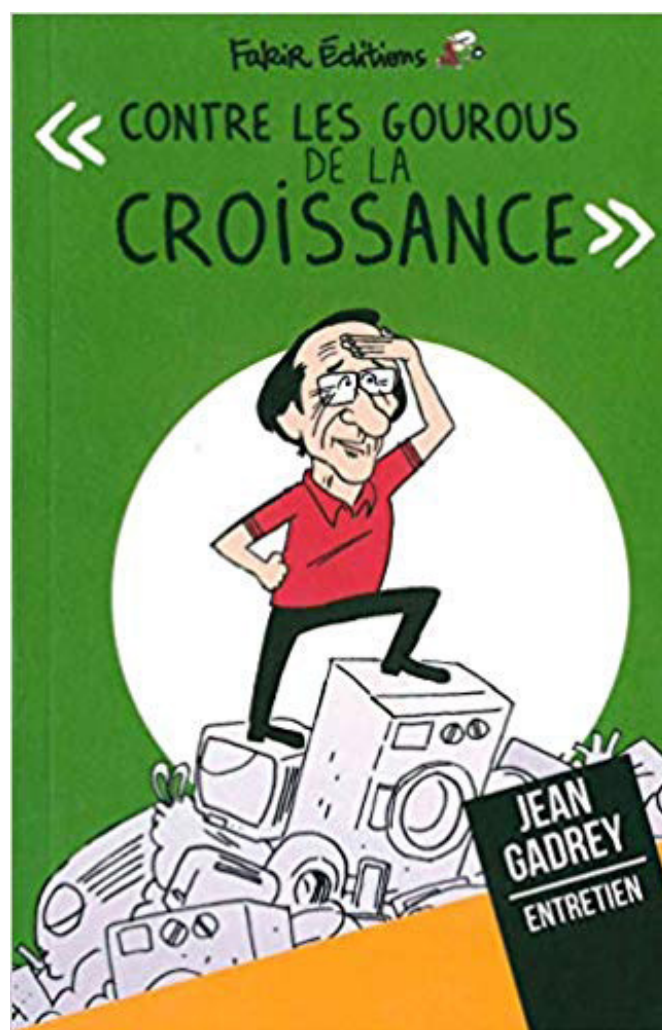
Cette croyance remonte à l'opposition forgée au XIX^e siècle par les économistes classiques et Karl Marx : l'industrie crée les richesses ; les services se développent sur les surplus qu'elle dégage. Le primat de l'industrie résiderait donc dans son caractère productif, opposé à l'improductivité des services.

Le tableau a par la suite été complété par d'autres postulats. Par exemple : affichant des gains de productivité plus élevés que la plupart des services, l'industrie s'est vue affublée du titre de « poule aux œufs d'or » par l'économiste Benjamin Coriat (3), puisqu'elle tirerait l'ensemble de la croissance. D'autres affirment que l'industrie détermine la compétitivité internationale, sans toujours mesurer que ce qui était vrai hier a perdu de sa pertinence aujourd'hui : agriculture et services ne constituent-ils d'ailleurs pas des éléments majeurs de tous les accords dits de libre-échange ? Un autre argument, tout aussi dépassé, postule que seule l'innovation industrielle compte...

Lorsqu'il s'agit d'expliquer le déclin historique de l'emploi industriel, on incrimine souvent les délocalisations. Elles représentent en réalité entre 10 et 15 % du phénomène en France (4). Il importe certes de les freiner — voire de les empêcher —, mais reste 85 à 90 % du « problème » à traiter.

Produire plus pour consommer plus et... polluer plus

Parmi les causes de la perte de 2,2 millions d'emplois en France entre 1980 et 2017, la plus décisive correspond à une double tendance historique. D'une part, la demande des ménages porte de moins en



moins sur des biens industriels et de plus en plus sur des services, marchands ou non : la part des biens durables (automobiles, meubles, électroménager...) et semi-durables (habillement notamment) dans la consommation effective des ménages a plongé de 22 % vers 1960 à 12,4 % en 2017 (5). D'autre part, les gains de productivité ont été et demeurent plus importants dans l'industrie que dans la plupart des services. Le cumul de ces deux tendances longues explique l'essentiel du déclin du poids de l'industrie dans l'emploi, en France comme presque partout ailleurs dans le monde, y compris dans le groupe des BRIC (6) (Brésil, Russie, Inde et Chine, constitué en 2009), devenu Brics pour intégrer l'Afrique du Sud en 2011.

L'autre explication de la chute de l'emploi industriel conjugue trois phénomènes caractéristiques de la mondialisation néolibérale : l'intensification du travail ; la concurrence de pays à bas salaires et à faibles normes sociales et écologiques, qui produit des délocalisations de la production comme de la consommation (achats de productions d'autres pays) ; la financiarisation des entreprises, qui les conduit à fermer des établissements ou à désinvestir non pas parce qu'elles n'ont plus de marchés, mais

parce que le rendement pour l'actionnaire n'atteint pas 10 à 15 %.

La pensée industrialiste de gauche, portée par des économistes ou militants proches du mouvement ouvrier, dénonce à juste titre les trois facteurs précédents de casse de certaines entreprises ou tissus industriels. L'industrialisation a sans nul doute contribué à l'amélioration des conditions de vie pendant une longue période historique. Mais l'industrie n'a pas été la seule activité à y contribuer : au XXe siècle, les services publics d'éducation, de santé, de transports ou d'action sociale ont joué un rôle non moins important. En outre, et surtout, cette industrialisation à très hauts gains de productivité, célébrée comme le cœur des « trente glorieuses », a produit des dégâts (ou « externalités ») sociaux, sanitaires et écologiques identifiés dès les années 1970. L'empreinte écologique de l'humanité a alors commencé à dépasser la capacité de la nature à fournir les multiples ressources renouvelables englouties dans la production matérielle, et les émissions de carbone dans l'atmosphère ont dépassé le seuil de déclenchement du réchauffement climatique. On peut dire que, à partir de cette époque, les gains de productivité (produire toujours plus avec autant ou moins de travail) sont souvent devenus des pertes, dont certaines menacent aujourd'hui des biens communs vitaux, comme le climat ou l'eau, et des ressources non renouvelables (minerais, énergies fossiles, mais aussi sable) également en voie d'épuisement et pour certaines d'effondrement.



Ainsi, les industrialistes oublient de dénoncer ce désastre humain, écologique et sanitaire : le secteur de l'agriculture (7) ne comptait plus que 750 000 emplois en 2017, contre 1,88 million en 1980, une chute de 60 %, plus forte que celle de l'emploi industriel sur la même période (43 %). Cause principale : l'industrialisation de l'agriculture, propulsée par des politiques agricoles productivistes et des accords de libre-échange qui détruisent la paysannerie, en France comme ailleurs. Phénomène similaire avec l'industrialisation du commerce via son hyper marchandisation productiviste et celle de certains services, qui se déshumanisent en se transformant en usines high-tech. Désormais, industrialiser en visant des gains de productivité signifie le plus souvent déshumaniser l'activité et détruire l'environnement ainsi que le climat. Or une

autre industrie est possible, dès lors que l'on accepte qu'elle pèse moins dans l'économie.

Pour penser l'avenir du secteur industriel (mais c'est vrai des autres secteurs), la vision d'ensemble est aussi simple à énoncer que délicate à concrétiser : il s'agit de produire autrement des biens répondant à des besoins sociaux marqués par la « sobriété matérielle et énergétique juste », elle-même pensée en fonction de limites et de seuils à ne pas franchir pour que le monde reste habitable. Cela concerne certes le climat, avec l'objectif de « zéro émission nette » (8) (ou de « neutralité carbone ») d'ici à 2050, mais aussi la biodiversité, dont il faut rapidement inverser le déclin, la réduction de certaines pollutions (de l'air, chimiques, par les plastiques...) devenues désastreuses, et enfin la gestion sobre de ce qu'il reste de ressources non renouvelables actuellement dévorées par le capitalisme thermo-industriel à un rythme insoutenable (9).

Pour passer de ces principes généraux à des perspectives concrètes, il convient d'entrer dans les détails des usages soutenables puis de la production des principales catégories de biens industriels, y compris l'énergie sous toutes ses formes. Cela exige un haut niveau d'expertise technique autant que sociale et citoyenne, une œuvre collective s'inscrivant dans la durée et mise en débat public. C'est le cas, unique en France, des scénarios du collectif négaWatt (10) liés aux scénarios agricoles Afterres2050 de l'association Solagro.

Un exemple parmi des dizaines extrait de ces travaux (qui ne sont pas une bible, mais un point d'appui idéal) : les besoins de mobilité des personnes et la production industrielle susceptible d'y répondre. Les études citées anticipent une forte réduction de la dépendance à la voiture d'ici à 2050, alors qu'en 2019 un trajet sur quatre effectué en voiture en France fait moins de trois kilomètres, que plus de la moitié des personnes vivant à moins d'un kilomètre de leur lieu de travail s'y rendent en voiture et que les transports en commun sont à la fois insuffisants et trop chers. La sobriété des usages comptera donc davantage que le déploiement, écologiquement très discutable, des véhicules électriques ou hybrides (unique priorité des industriels et des dirigeants politiques). Les innovations industrielles ne disparaîtraient pas, mais, au lieu de servir la course à la puissance, elles alimenteraient des modèles plus sobres.

Concrètement, d'ici à 2050, le nombre de kilomètres parcourus par habitant en voiture individuelle serait divisé par deux au profit d'autres modes



de transport bien moins polluants ; les véhicules jouiraient d'une durée de vie beaucoup plus longue et utiliseraient en majorité des sources d'énergie renouvelable ; pour les 10 % de voitures utilisant encore des produits pétroliers (contre 90 % du parc automobile en 2019), la consommation moyenne serait de trois litres aux cent kilomètres. Les vitesses maximales seraient réduites. Le nombre moyen de personnes par véhicule passerait de 1,6 à 2,4 grâce au covoiturage. L'industrie automobile utiliserait de plus en plus de matériels recyclés et s'engagerait dans la réutilisation et la location. Outre le fait que sa consommation d'énergie (décarbonée sans recours au nucléaire) serait divisée par deux, que sa consommation d'acier baisserait, elle en finirait avec l'adjonction permanente de gadgets électroniques le plus souvent inutiles pour se consacrer à la production des matériels de transports en commun, des vélos (électriques ou non), du matériel ferroviaire, etc.

Rêve éveillé ? Pas le moins du monde, puisque les scénarios cités avancent des bilans et perspectives chiffrés pour tous les secteurs et les produits : de l'énergie au bâtiment, en passant par le chauffage, les appareils électroménagers et électroniques ou l'alimentation, avec à chaque fois une évaluation des perspectives raisonnables liées à la progression de l'efficacité (énergétique et matérielle) et à celle de la sobriété qu'on nommait autrefois la « chasse au gaspi ».

Pour produire d'autres choses, autrement et sobrement, ces scénarios conduisent à orienter la consommation et la production industrielle vers des produits durables, réparables, réutilisables et, pour certains, en usage partagé, ce qui passe par des incitations, mais surtout par des lois. On rejoint un autre courant essentiel pour imaginer un avenir compatible avec les exigences de la protection de

la planète : celui des low tech, c'est-à-dire des technologies plus sobres et plus simples... mais non moins innovantes.

par Jean Gadrey

Extrait du Monde diplomatique

(1) « Les comptes de la nation en 2017 » (PDF), Insee Première, no 1697, Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), Paris, mai 2018.

(2) Données de la Banque mondiale.

(3) Conférence prononcée à Lille le 21 novembre 1994.

(4) Cf. Michel Husson, « Plusieurs rapports analysent l'impact des délocalisations sur l'emploi

» (PDF), note pour l'EIRO, juin 2005.

(5) « Les comptes de la nation en 2017 », op. cit.

(6) Cf. « Les BRIC, ateliers industriels ou agricoles du monde, sont de plus en plus... des économies de services », Debout !, 2 avril 2014.

(7) On y ajoute conventionnellement la sylviculture et la pêche.

(8) Les émissions nettes sont la différence entre les émissions de carbone et la séquestration ou capture du carbone, essentiellement par la nature (forêts, sols vivants, océans), qui fait cela très bien... si on ne la détruit pas.

(9) « Perspectives des ressources mondiales 2019 », Programme des Nations unies pour l'environnement, Paris, 2019.

(10) « Scénario négaWatt 2017-2050 ». Cf. en particulier le rapport « hypothèses et résultats », juin 2018.

RÉCUPÉRER, RÉPARER, REVENDRE ET PARTAGER : UN MODÈLE DE SOBRIÉTÉ



« Pour recycler au mieux les ressources et augmenter la durée de vie de nos objets, écrit Philippe Bihoux, l'un des principaux inspirateurs de ce courant en expansion, il faudra les repenser en profondeur, les concevoir simples et robustes (Ivan Illich aurait dit "conviviaux"), réparables et réutilisables, standardisés, modulaires, à base de matériaux simples, faciles à démanteler, n'utiliser qu'avec parcimonie les ressources rares et irremplaçables comme le cuivre, le nickel, l'étain ou l'argent, limiter le contenu électronique. » Avant d'ajouter : « Il faudra enfin mener une réflexion sur nos modes de production, privilégier des ateliers réimplantés près des bassins de consommation, un peu moins productifs, mais plus intensifs en travail, moins mécanisés et robotisés, mais économes en ressources et en énergie, articulés à un réseau de récupération, de réparation, de revente, de partage des objets du quotidien » (11).

Rien de tout cela ne ressemble au retour à un passé industriel aussi mythifié que pollueur. L'alter industrie qui pourrait nous éviter le pire exigera beaucoup d'innovations, mais distinctes de celles de l'hyper technologie, même si certaines technologies

existantes ou à améliorer pourront y contribuer, notamment pour le volet de l'efficacité dans l'usage de l'énergie et des matériaux.

Deux questions demeurent : quel sera le poids économique de l'industrie ainsi esquissée ? Et comment la société dans son ensemble réagira-t-elle à cette nouvelle sobriété matérielle et énergétique ainsi qu'à la transformation de la production et de l'emploi ?

À n'en pas douter, le poids de l'industrie dans l'emploi afficherait un déclin global, même si certaines branches connaîtraient au contraire une nette expansion. Mais cette évolution se révélerait moins dramatique que celle que nous connaissons depuis plusieurs décennies. D'une part, l'activité s'éloignerait des procédés productivistes, destructeurs d'emplois dans l'industrie comme ailleurs ; de l'autre, la nécessaire remise en cause du libre-échange mondial au bénéfice d'une relocalisation partielle freinerait les fuites d'emplois.

Émettre du gaz à effet de serre, un privilège d'ultra riche

Pour réfléchir aux branches porteuses d'emplois de la transition, on peut se référer au scénario néga Watt 2017, avec comme exemple-clé le secteur des énergies renouvelables, qui ajouterait plus de 330 000 emplois d'ici à 2030. Autre source, la plateforme emplois-climat (12), collectif d'une quinzaine de grandes associations et syndicats liés à des chercheurs, a publié en janvier 2017 un rapport intitulé « Un million d'emplois pour le climat ». Parmi les branches en expansion : les éco matériaux, les matériels de transport de la mobilité douce ou à faibles émissions, les industries liées à la réhabilitation thermique des logements et bâtiments, etc.

S'il est vrai que l'emploi dans l'ensemble de l'industrie a chuté de 46 % entre son sommet historique de 1974 et 2016, on trouve quelques branches qui ont fait mieux que résister (13). La plus forte croissance (effectifs ayant plus que doublé) a été enregistrée dans la branche production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution. Cette activité compte désormais nettement plus d'emplois que la branche production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné, dont l'emploi a été stable sur la période. Or ces deux branches industrielles devraient connaître une vive croissance avec l'expansion des activités de recyclage et de dépollution (auxquelles il faut associer le démantèlement du nucléaire) et l'essor



des énergies renouvelables, de préférence de proximité et échappant aux multinationales qui les dévoient.

Les modes de vie changeraient profondément. Mais revendiquer la sobriété contre le consumérisme se révélerait insuffisant si l'on ne précisait pas quelles catégories sociales seraient invitées à modifier le plus leurs comportements au nom de l'intérêt général. Il en va des efforts liés à la protection de l'environnement comme de la fiscalité : ils peuvent être justes ou injustes. Quand les ultra riches émettent trente à quarante fois plus de gaz à effet de serre que les 10 % les plus pauvres, mais que la taxe carbone actuelle pèse quatre fois moins sur les revenus des premiers (14), l'injustice flagrante provoque le rejet massif des mesures imposées. La réduction des inégalités fait partie des conditions d'acceptation de la sobriété énergétique et matérielle.

Quant à l'acceptabilité des reconversions de l'emploi et du travail, le défi sera celui de la sécurisation des parcours professionnels des salariés dont l'emploi actuel serait menacé, sur le bassin d'emploi ou à proximité. Avec ce complément essentiel : en finir avec le productivisme et le technologisme forcenés constitue finalement une perspective désirable par beaucoup. Qu'il s'agisse d'améliorer leurs conditions de travail, de renforcer le sens de leur activité productive ou de rendre son avenir à la société.

par Jean Gadrey

Extrait du Monde diplomatique

(11) « Le mythe de la technologie salvatrice », *Esprit*, Paris, mars-avril 2017.

(12) www.emplois-climat.fr

(13) Séries longues de l'Insee sur l'emploi par branches.

(14) *Debout !*, 20 novembre 2018.

LIBRES PROPOS

LE 25 DÉCEMBRE 1989 : UNE FAKE NEWS

C'était à la Noël il y a 30 ans, le 25 décembre 1989, nous assistions médusés au procès de Nicolae Ceaușescu, dictateur communiste et de son épouse. Du moins assistions nous à ce que la télévision roumaine voulait bien nous montrer, un habile montage d'un simulacre de procès. C'était la fin d'une dictature qui avait débuté par une série d'émeutes et de protestations se déroulant au début décembre 1989 ... Ce fut un coup d'État monté par des dirigeants du Parti communiste roumain avec l'aide possible de services secrets étrangers et accompagné d'une manipulation médiatique intense. Ainsi de ce prétendu procès qui se déroulait dans une classe d'école on ne voyait que Nicolae Ceaușescu et son épouse mais on n'entrevoit jamais les accusateurs. A la fin du procès, on emmena les accusés dans la cour d'école pour les fusiller. Une exécution à la suite d'un procès expéditif et qui ressemblait à un règlement de compte, un assassinat qui indigna le spectateur lambda que nous étions...

Certes, Ceaușescu n'était pas un ange et son épouse une



oie blanche mais était-ce une raison pour s'en débarrasser sans explication et d'une manière si brutale ? Mais le pire surviendra par la suite avec l'affaire du « charnier de Timisoara »... C'était le 28 décembre, quelques jours après la mort du « Conducator », Nicolae Ceaușescu. On assista à une véritable mise en scène destinée aux médias friands de sensationnalisme. On aligna des milliers de cadavres présentés comme des victimes du système communiste alors qu'ils avaient déterrés du cimetière des indigents et alignés dans l'hôpital. Un comédien déguisé en médecin, était éploré et ne cessait de répéter : « de toute ma carrière je n'ai jamais connu un tel massacre » ! Les médias tombèrent dans le panneau. On assista à un

déchainement de reportages des plus farfelus ! La palme revient sans doute à TF1 qui prétendait entre autre que Ceaușescu était atteint de leucémie et se vidait de son sang qu'il faisait remplacer par celui d'un jeune homme qu'il faisait sacrifier auparavant ! On le surnommait d'ailleurs le Dracula du communisme, rien que ça ! Dans ce fatras d'énormités, une voix s'est élevée pour mettre en doute le déferlement mensonger des médias, celle de Colette Braeckman du Soir... A cette époque nous n'étions pas encore sous domination américaine et cela se nommait encore désinformation. Aujourd'hui on parlerait de fake news. Il est vrai que les morts racontent ce qu'on leur fait dire ce que l'on veut...

Freddy Guidé

ACTIVITÉS MARS 2020

PRÉSENTATION DE LIVRE/DÉBAT



CONFÉRENCE DÉBAT

PRÉSENTATION DE LIVRE

AVEC
FRANÇOISE THIRIONET
ET
SILVIO MARRA

AUTEURE
ET
MILITANT OUVRIER

LE 19 MARS 2020
À 19H00

OÙ ?
MAISON
DE LA
LAÏCITÉ

5 RUE EMILE
VANDERVELDE
6182 SOUVRET

GRATUIT

RENSEIGNEMENTS:
071/30.39.12

FRANÇOISE THIRIONET & SILVIO MARRA

**Moi, Silvio de Clabecq,
militant ouvrier**

AGONIE
MÉMOIRES SOCIALES

UNE ORGANISATION DE PROGRÈS ET CULTURE A.S.B.L.
EN COLLABORATION AVEC LA MAISON DE LA
LAÏCITÉ ET LE SOUTIEN DE
LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES



EDITEUR RESPONSABLE R.TANGRE 071/30.39.12

Lors de cette soirée, nous aurons le plaisir de recevoir l'auteure Françoise Thirionet ainsi que le personnage principal de cet ouvrage, Silvio Marra.

«Ce livre, retrace la lutte des travailleurs des forges de Clabecq contre la fermeture, leur combat acharné pour préserver leur outil et leurs emplois.

C'est l'histoire d'hommes qui ont tenté d'établir un contre-pouvoir ouvrier au sein de l'usine. Des hommes qui ont envisagé de nouveaux modes d'organisation de la société. Une histoire dont le fil conducteur est l'évolution de la pensée des travailleurs: privilégier les acquis culturels plutôt que les acquis économiques; mettre en valeur les capacités de chacun; remettre en cause des autorités hiérarchiques; enfin, éradiquer les pratiques discriminatoires et racistes.

Cette aventure collective et humaine témoigne d'une inventivité, d'une volonté d'émancipation et d'une démocratie ouvrière tout à fait singulières et jubilatoires, unique dans l'histoire sociale belge de l'après guerre.»

Françoise Thirionet

ATELIER DIY 4

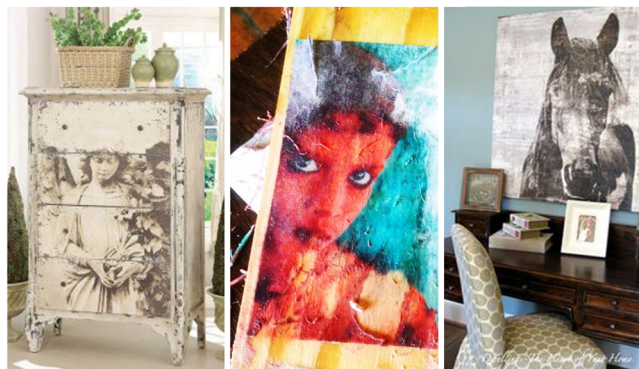
4ème volet de nos ateliers diy, pour l'occasion nous emménageons dans le lieu de monsieur Eric Gillard, au shop Expo Studio & Labo Carolo, galerie/studio du centre de Charleroi.

Au programme, transfert d'image sur différents matériaux dont le bois. L'inscription (4euros) est,

comme toujours, obligatoire au 071/30.39.12

Atelier DIY
Ou l'art du faire soi même!
Le 14 mars 2020 à 13h30

Le transfert d'image...



Une organisation de
l'a.s.b.l Le Progrès,
avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Inscription obligatoire
Par téléphone: 071/30.39.12
Prix: 4 euros



Editeur responsable, Robert tangre 071/30.39.12

Exstulab
Rue de Montigny, 31 rd
6000 Charleroi